

## **La Suisse, un pays et un Etat**

La Suisse est une communauté de destin, le rassemblement de plusieurs nations derrière un idéal commun mu par la paix, la recherche de la prospérité et le respect de l'individu et de ses droits. La Suisse est un pays et un Etat. Pour organiser une collectivité publique, les Suisses s'accordent sur le rôle de chacun et le but commun de la société. L'Etat n'est qu'un moyen, parmi d'autres, pour réaliser ce but commun.

Le rôle de la politique n'est pas de guider la population, mais de gérer l'Etat. S'impliquer dans la vie politique, c'est vouloir organiser cet outil mis en place ensemble. L'Etat n'est pas une finalité. Il est nécessaire pour atteindre le destin que choisissent jour après jour les plus de huit millions d'habitants.

Comment quantifier un Etat ? Le plus simple paraît l'approche chiffrée, tant elle est parlante pour le citoyen. En 2017, les collectivités publiques ont dépensé près de 200 milliards de francs. Cela représente une dépense quotidienne de 547 millions de francs, ou de 22 millions de francs à l'heure. Sachant que l'argent doit être produit avant d'être dépensé, chaque citoyen du pays doit produire en moyenne 63 francs par jour pour l'Etat, ou 446 francs par semaine pour financer ces dépenses publiques.

Certes, ces chiffres abstraits ne nous donnent pas d'indications sur le niveau relatif des dépenses, sur leur utilité ou sur les besoins en prestation. Si la dépense publique atteint des niveaux extrêmement élevés, on peut se réjouir de constater que ces montants, sur le plan fédéral, sont stables à long terme et ne créent ainsi pas d'extrême nécessité de freiner le développement. Par ailleurs, l'utilisation des deniers publics est globalement satisfaisant.

### **Faut-il agir ?**

L'Etat suisse fonctionne bien. En comparaison internationale, il présente les gages d'efficience nécessaires. A l'interne aussi, l'économie ne paraît pas entravée plus que de besoin. Il est toutefois nécessaire de rester vigilant. Les nouvelles tâches publiques s'accumulent et pourraient alourdir les budgets ; cela a été constaté durant les décennies passées. En effet, à chaque problème, à chaque défi, il se trouve un député ou un groupe pour proposer une réponse étatiste. Le succès de la Suisse est libéral : l'Etat doit rester sobre, efficace, et n'intervenir que lorsque la situation l'exige, ce qui n'interdit pas un certain esprit d'anticipation.

Comme politicien, la tentation est grande de faire appel à la main publique à chaque fois que la question se pose. A mes yeux, avant de militer pour une intervention publique, le député doit se poser trois questions.

- D'abord, demandons-nous si l'intervention publique est utile. La plupart du temps, les citoyens parviennent à trouver seuls des réponses à leurs problèmes. C'est souvent le moteur d'une nouvelle offre économique, elle crée des emplois et de l'innovation, cela de la manière la plus adaptée et saine.
- Si l'on constate qu'aucune solution privée n'est satisfaisante ou même existante, alors nous devons nous demander si le problème rencontré en est vraiment un. Il n'est pas rare que les politiciens voient des défis là où le citoyen s'accommode ou se satisfait de la situation.
- Enfin, si l'on reconnaît la nécessité d'intervenir et l'utilité de l'action publique, alors cherchons la solution la plus proportionnée, la moins intrusive et coûteuse pour atteindre l'objectif visé.

C'est en respectant ces trois critères que l'Etat joue son rôle dans le respect du principe de subsidiarité.

Du point de vue de la dépense publique, les élus doivent s'assurer que l'Etat évolue dans les mêmes proportions que les revenus des ménages. L'Etat moderne est créé, achevé. Il n'est plus temps de l'analyser sous le seul angle des besoins, mais aussi sous l'angle des moyens. Et les moyens, ce n'est pas la colonne « recette » des comptes publics. En effet, le fruit de l'imposition, quelle qu'elle soit, résulte d'une volonté politique, pas d'une réalité économique. Les moyens, c'est la somme des revenus des citoyens de notre pays.

### **Un projet pour la Suisse**

Comme libéral-radical, ma priorité va à l'individu, aux libertés fondamentales et à l'initiative privée. La défense d'une économie efficiente m'est prioritaire, tant en ce qui concerne les petites entreprises et les indépendants que les grosses industries et multinationales.

En politique, si l'on veut aider un entrepreneur, le mieux que l'on puisse faire, c'est de ne pas lui mettre des bâtons dans les roues avec une bureaucratie inutile, avec des législations de plus en plus complexes et coûteuses, avec des impôts trop élevés. A chaque problème de société, l'Etat invente une nouvelle loi, réglemente une profession, interdit une importation.

Plus que tout, c'est en matière fiscale que l'Etat ne doit pas se montrer trop gourmand. Une fiscalité trop forte agit négativement sur ceux qui ont réussi. Or, soutenir l'économie, c'est promouvoir le succès, l'innovation et le travail. Le mérite est une valeur essentielle à une société libérale qui réussit, et l'importance que l'on accorde au mérite se mesure dans le niveau confiscatoire ou non de notre fiscalité. Nous devons veiller à ce que les taux d'imposition restent bas en comparaison internationale. La réforme de la fiscalité des entreprises impliquera des pertes fiscales pour le Valais qui n'a pas su aborder le problème assez tôt. Toutefois, soulignons que l'ensemble de ces baisses fiscales sont inférieurs à la croissance « naturelle » des recettes aux comptes.

Reste un domaine dans lequel l'Etat doit agir, les conditions-cadres. L'Etat doit s'assurer que la formation maintienne un niveau de qualité suffisant, que les voies de communication et de télécommunications soient dignes des pays les plus développés au monde, que les tribunaux fonctionnent, que la solidarité joue son rôle en faveur de ceux qui en ont besoin et que la sécurité soit suffisante pour assurer la prospérité et la qualité de vie, et de maintenir des relations prospères avec nos partenaires commerciaux.

Ces propositions, ce sont celles que je défends dans mon action politique quotidienne.